



Bulletin NPA Inter-Entreprises Pessac-Cestas

contact@npa33.org - www.npa33.org - https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/
www.facebook.com/npabordeaux - 07 83 64 43 49

Face aux démagogues racistes et aux capitalistes, Vive la solidarité des travailleur.se.s

Le rejet de la loi *Asile et Immigration* par les députés a été à la fois un échec du gouvernement et une gifle pour Darmanin qui se voyait déjà prendre l'avantage sur le terrain de la surenchère xénophobe et sécuritaire. Il s'est heurté aux manœuvres parlementaires de la droite et du RN, rivaux dans leur démagogie contre les migrants, et de la gauche qui prétendait combattre cette politique raciste par le rejet de la loi au Parlement.

Au final, cette mascarade parlementaire profite au RN, qui appelle à dissoudre l'Assemblée et qui postule à gouverner à déclarant : « *Nous sommes désormais les seuls opposants crédibles à Emmanuel Macron* ».

Quant à la loi, celle-ci est repartie en commission mixte paritaire, sur la base du texte voté par le Sénat. Une version durcie par la démagogie de LR qui voudrait supprimer l'AME (aide médicale pour les sans-papiers qui ne représente qu'à peine 0,5 % des dépenses de santé), prévoit la limitation du regroupement familial et de la régularisation des travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension à laquelle le préfet pourra s'opposer « *en cas de menace à l'ordre public, de non-respect des valeurs de la République ou de polygamie* »... Tout leur est bon pour essayer de jouer sur les fantasmes et les peurs !

La véritable insécurité, c'est l'insécurité sociale

En mettant en avant leur loi Immigration, Macron et Darmanin jouent la politique du pire, cherchant à attiser les préjugés racistes et xénophobes, en désignant les travailleurs étrangers et les migrants comme boucs émissaires.

Tous mènent leur campagne sur la prétendue « *insécurité* » qui serait due aux migrants et qui gangrènerait la société. Mais pour les travailleur.se.s, ce qui gangrène la société, c'est l'insécurité sociale, la peur de perdre son travail, de tomber dans la précarité, de perdre son logement, de ne plus pouvoir se soigner, se chauffer, nourrir sa famille... C'est cette insécurité qui est le terrain de la soit-disant « *délinquance* » que le gouvernement, relayé par les médias, veut instrumentaliser en permanence.

La première violence que nous subissons, c'est la violence sociale, ce sont les inégalités qui explosent avec l'inflation !

D'un côté, le CAC40 fête son meilleur mois de novembre depuis 40 ans et, de l'autre, les Restos du cœur annoncent

que pour la première fois, ils doivent réduire les dotations en repas et refuser près de 150 000 personnes cet hiver !

Et le gouvernement s'en prend à la protection sociale, en accusant les pauvres, les immigrés, les chômeurs !

La nouvelle convention de l'assurance-chômage organise la traque des chômeurs, le doublement des contrôles, la baisse des indemnités. Les bénéficiaires du RSA vont être soumis dès le 1er janvier à l'obligation d'effectuer 15 heures de travail hebdomadaires sous peine de voir leur allocation suspendue.

Toutes ces mesures ne visent qu'à essayer de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, à maintenir les plus bas salaires malgré l'inflation qui continue de grimper.

Ni jeu parlementaire, ni dialogue social, comptons sur notre solidarité et nos luttes

Le maintien des profits « *quoiqu'il en coûte* » conduit à une profonde régression sociale. Elle se traduit par un appauvrissement de l'ensemble des travailleur.se.s, le recul de nos conditions de vie et par une offensive réactionnaire, xénophobe et raciste, menée par ceux qui veulent protéger leurs privilèges en nous dressant les uns contre les autres.

Face à cela, nous ne pouvons compter ni sur les manœuvres parlementaires, ni sur le « dialogue social » que nous vantent les directions syndicales. Celles-ci viennent de suspendre l'intersyndicale issue du mouvement des retraites, pour reprendre chacune leurs « discussions » avec le gouvernement. Du bla-bla qui ne sert qu'à nous paralyser, alors que le gouvernement poursuit son offensive contre les travailleur.e.s avec ou sans emploi, les services publics et la protection sociale !

Nous ne pouvons mettre un coup d'arrêt à cette régression que par nos luttes et en opposant une politique globale face à l'ensemble des attaques. La lutte pour les salaires, contre le chômage, contre le racisme est indissociable de celle pour nos droits démocratiques et pour imposer notre contrôle sur la société et l'économie que nous faisons tourner tous les jours.

Cela signifie faire vivre la solidarité de classe, l'internationalisme, l'unité de l'ensemble des travailleur.se.s, avec ou sans travail, des classes populaires, des jeunes, quelle que soit notre nationalité ou la couleur de notre peau.

SMIC, retraites, minima sociaux... vous avez dit « rattrapage » ?

Début 2024, le SMIC devrait augmenter de 1,13 %... soit 15,6 euros nets (!) censés compléter les augmentations précédentes pour « compenser » l'inflation qui aurait été, selon l'INSEE, de 5,3 % sur l'année. Les retraites de base vont elles augmenter entre 5,2 et 5,3 %. Et le RSA et les minima sociaux devront attendre le mois d'avril pour une augmentation de 4,6 %.

On nous présente ça comme un « rattrapage », mais c'est une arnaque ! Depuis 2019, à cause de l'inflation, l'écart entre nos revenus et le prix de ce qui nous est nécessaire n'a cessé de se creuser. Notre pouvoir d'achat a connu une chute sans précédent de 3,2 % en moyenne, la consommation alimentaire a reculé de 3 %...

Le « rattrapage », nous seuls pouvons l'imposer, par nos luttes, en prenant sur les profits : augmentation mensuelle de 400 euros net minimum pour tou-te-s pour rattraper le dû et indexation de tous les revenus sur l'inflation !



Jeudi 14 Décembre un rassemblement a eu lieu devant le tribunal de Bordeaux parce qu'en Gironde, les syndicats CGT et SUD ont assigné La Poste au tribunal pour faire stopper cette pratique scandaleuse et unique au monde. Mais cette fois-ci, sur le fond de l'affaire pour faire jurisprudence. Réponse, normalement, fin janvier. Espérons un nouveau camouflet pour La Poste !

Dimanche n'est pas un jour travaillé à La Poste (bis)

Dimanche 26 novembre, la Plateforme Industrielle courrier a fonctionné avec une équipe réduite de volontaire. En fait, la direction était paniquée parce qu'il restait plusieurs milliers de lettres en retard.

Apparemment, les machines elles aussi avaient besoin de se reposer le dimanche puisqu'il y aurait eu deux belles heures de pannes.

Les patrons prennent des contrats avec des gros clients et nous stressent pour les honorer. Mais nous ce n'est pas notre problème, on a 43 années de travail à tuer, donc on a le temps.

Mondelez

Quelques miettes loin du compte

4,5 % d'augmentation des salaires : c'est certes davantage que les 3,9 % que la direction nationale avait le culot de proposer, mais loin de ce dont nous avons besoin. Bien moins aussi que les 8 % que la CFDT demandait initialement avant de baisser à 5 % au cours de la grève et de signer au final avec la CGC pour 4,5 %.

Notre pouvoir d'achat va continuer à baisser puisque l'inflation officielle est de 5,3 % sur un an. Ce n'est donc que partie remise ! D'autant qu'à Cestas, nous étions une majorité contre la signature.

Nous savons tous que les 0,6 % supplémentaires qu'a lâchés la direction, on ne les doit qu'à notre grève. Mais vu les bénéfices de Mondelez France et Mondelez international, il reste de la marge !

Plateforme Industrielle Courrier

Dimanche n'est pas un jour travaillé à La Poste !

Comme tous les postiers le savent, la boîte sanctionne les grévistes en décomptant tous les jours qui suivent la reprise du travail en jours de grèves, même si ces jours sont des repos ou des fériés.

Le cas classique est qu'en cas de grève le samedi, le dimanche (qui est un jour jamais travaillé) est décompté en grève.

De nombreux tribunaux ont jugé cette pratique illégale, mais les jugements portaient sur des dossiers individuels.

La Monnaie

Plus de boulot, c'est plus d'embauches !

Alors que le carnet de commandes s'est bien rempli pour l'an prochain, la direction vient de nous annoncer des mois de 3x8 sans effectif supplémentaire.

Autant dire des équipes bien dégradées, avec plus de machines en panne, des conditions de travail et de vie détériorées, sans parler des manques de matière première ou d'outillages car question organisation, c'est toujours la panique.

Ce n'est pourtant pas bien compliqué. A l'époque de la fabrication de l'Euro, on pouvait fabriquer jusqu'à 14 millions de pièces par jour en 2x7. Aujourd'hui, la direction a tellement supprimé de postes et désorganisé le travail qu'on arrive péniblement à en faire la moitié en 2x8.

S'il y a plus de boulot, il faut des embauches pour le faire.

Drôle de volontariat

Comme à chaque fois qu'il s'agit de mettre en place les 3x8, la direction dit qu'elle cherche des « volontaires » en mettant en avant la majoration du travail de nuit.

Comme si on était « volontaire » pour dégrader nos conditions de vie et user notre santé à venir travailler la nuit. Comme si ce n'était pas les salaires trop bas par rapport aux factures et au prix du caddie au supermarché qui déterminent ce soi-disant « volontariat ».

Il n'y a aucune urgence vitale à fabriquer des pièces la nuit. Alors autant protéger notre santé et réclamer collectivement les augmentations de salaires dont on a besoin.